

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 10 000 000 euros
Siège social : 12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge cedex
493 582 571 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 12 mai 2026 :

I. - Etats-financiers (en euros) au 31/12/2025 : Bilan, Hors-bilan, Compte de résultat, Annexes

Annexe	Bilan actif (en Euros)	Poste CB	31/12/2025	31/12/2024
2.1.1	Caisse, banques centrales, C.C.P.	010	393	393
	Effets publics & valeurs assimilées	020	0	0
2.1.2	Créances sur les établissements de crédit	030	5 326 585 903	4 558 007 529
	Créances sur la clientèle	040	0	0
	Affacturage	050	0	0
	Obligations & autres titres à revenu fixe	060	0	0
	Actions & autres titres à revenu variable	070	0	0
	Participations et autres titres détenus à long terme	091	0	0
	Parts dans les entreprises liées	100	0	0
	Crédit-bail et location avec option d'achat	110	0	0
	Location simple	120	0	0
	Immobilisations incorporelles	130	0	0
	Immobilisations corporelles	140	0	0
	Capital souscrit non versé	150	0	0
	Actions propres	160	0	0
2.2.1	Autres actifs	170	794 768	868 665
2.2.1	Comptes de régularisation	180	17 151 678	15 702 876
	Total de l'actif	L98	5 344 532 742	4 574 579 464

Annexe	Bilan passif (en euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Banques centrales, C.C.P.	0	0
2.1.3	Dettes envers les établissements de crédit	49 060 967	34 057 961
	Opérations avec la clientèle	0	0
2.1.4	Dettes représentées par un titre	5 279 961 815	4 523 332 538
2.2.2	Autres passifs	31 815	157 908
2.2.2	Comptes de régularisation	4 218 384	5 699 134
	Provisions	0	0
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
10	Capitaux propres hors FRBG (+/-)	11 259 761	11 331 924
	Capital souscrit	10 000 000	10 000 000
	Primes d'émission	0	0
	Réserves	117 217	98 892
	Ecart de réévaluation	0	0
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau (+/-)	874 707	866 533
	Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	0
	Résultat de l'exercice (+/-)	267 837	366 500
	Total du passif	5 344 532 742	4 574 579 464

Hors bilan (en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	8 343 307 403	6 604 992 705
Autres engagements		

Compte de résultat
(en Euros)

Annexe	Compte de résultat (en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
3.1.1	+ Intérêts & produits assimilés	75 233 545	43 844 571
3.1.2	- Intérêts & charges assimilés	-72 990 106	-41 931 998
	+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
3.1.3	+ Commissions (produits)	1 737 427	1 638 852
3.1.3	- Commissions (charges)	-11 676	-10 926
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de négociation	0	0
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de placement	0	0
3.1.4	+ Autres produits d'exploitation bancaire	27 163	21 940
3.1.5	- Autres charges d'exploitation bancaire	-2 014 526	-1 544 270
	Produit net bancaire	1 981 827	2 018 169
3.2.1	- Charges générales d'exploitation	-1 624 789	-1 527 981
	- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	0	0
	Résultat brut d'exploitation	357 038	490 189
	+/- Coût du risque	0	0
	Résultat d'exploitation	357 038	490 189
	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
	Résultat courant avant impôt	357 038	490 189
	+/- Résultat exceptionnel	0	0
	- Impôt sur les bénéfices	-89 201	-123 689
	+/- Dotations / reprises du FRBG et des provisions règlementées	0	0
	Résultat net	267 837	366 500

II. - Affectation du résultat 2025

L'Assemblée générale a décidé d'affecter et répartir le bénéfice distribuable comme suit :

Bénéfice net de l'exercice :	267.837,21 €
Report à nouveau bénéficiaire antérieurement dégagé :	874.707,52 €
Résultat distribuable de :	1.142.544,73 €
A affecter de la façon suivante :	
Dotation à la réserve légale :	13.391,86 €
Distribution d'un dividende net de 0.34 € par action pour 1 million d'actions composant le capital social au 31 décembre 2024	250.000 €
Report à nouveau bénéficiaire après affectation du résultat :	879.152,87 €

Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'au cours des trois exercices précédents, Crédit Agricole Public Sector SCF a procédé aux distributions de dividendes suivantes :

- Au titre de l'exercice 2021, versement d'un dividende de 48.000 €
- Au titre de l'exercice 2022, versement d'un dividende de 63.000 €
- Au titre de l'exercice 2023, versement d'un dividende de 300.000 €
- Au titre de l'exercice 2024, versement d'un dividende de 340.000 €

III – Annexes

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (CAPS SCF) est une société anonyme agréée établissement de crédit spécialisé – société de crédit foncier depuis septembre 2011. Elle est régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et est soumise à la réglementation bancaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital requirements regulation ».

L'activité principale de la société est l'émission d'obligations foncières bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.513-11 du code monétaire et financier, sur les marchés, aux fins d'opérations de financement, de refinancement ou d'octroi de crédits.

A – Evènements significatifs relatifs à l'exercice

1. Evènements de la période

Gage espèces :

Au 13 décembre 2024, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 34 millions d'euros pour une durée de 8 mois. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA puis remboursée le 14 juillet 2025.

Au 24 janvier 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 7 millions d'euros pour une durée de 6 mois. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA puis remboursée le 24 juillet 2025.

Au 11 juin 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 10 millions d'euros pour une durée de 6 mois. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA puis remboursée le 11 décembre 2025.

Au 12 décembre 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 49 millions d'euros pour une durée de 7,5 mois. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA.

Emissions / Remboursements :

Au 24 janvier 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a réalisé une nouvelle émission pour un montant de 500 millions d'euros. La société a également prêté au Crédit Agricole SA un montant de 500 millions d'euros.

Au 11 juin 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a réalisé une nouvelle émission pour un montant de 750 millions d'euros. La société a également prêté au Crédit Agricole SA un montant de 750 millions d'euros.

Au 10 octobre 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a procédé au remboursement d'une émission pour un montant de 500 millions d'euros.

2. Evénements postérieurs à l'exercice

Le 16 janvier 2026, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a réalisé une nouvelle émission pour un montant de 750 millions d'euros. Cette émission est financée par un prêt aux mêmes conditions auprès de Crédit Agricole SA.

Afin de poursuivre sa participation au refinancement du Groupe Crédit Agricole, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF pourra, en fonction de l'évolution des conditions de marché, réaliser de nouvelles émissions à hauteur de l'enveloppe autorisée trimestrielle et plafond annuel.

B – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices à compte du
Règlement ANC N°2022-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlements ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N°2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N°2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025

Le nouveau règlement ANC 2022-06 n'a pas eu d'impact sur les comptes.

1. Présentation des comptes

1.1 Créances et dettes

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé en utilisant des systèmes de notation externes et/ou internes qui permettent d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

1.2 Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

1.3 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique : « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1^{er} janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;

- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1^{er} janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « commission (charges) ».

1.4 Provisions

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Aucune provision n'est constatée à ce jour dans les comptes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

1.5 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

1.6 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas constaté de charge ou de produit exceptionnel au 31 décembre 2025.

1.7 Impôts sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,30%.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale ; elle est entrée dans le groupe le 1^{er} janvier 2007. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

2. Informations sur les postes du bilan

2.1 Activité principale

2.1.1 Caisses, banques centrales

	31/12/2025	31/12/2024
Compte Banque de France	393	393
Principal	393	393
Total	393	393

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a ouvert un compte de numéraire et de réserves obligatoires auprès de la Banque de France le 07 octobre 2014.

2.1.2 Créances sur les établissements de crédit

Les créances à terme sont des prêts accordés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Comptes et prêts :	10 704 743	1 048 335 463	3 741 929 651	495 577 512	5 296 547 369	30 038 534	5 326 585 903	4 558 007 529
· à vue	10 704 743	0	0	0	10 704 743	17 168	10 721 910	10 831 966
· à terme	-0	1 048 335 463	3 741 929 651	495 577 512	5 285 842 626	30 021 366	5 315 863 993	4 547 175 563
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	10 704 743	1 048 335 463	3 741 929 651	495 577 512	5 296 547 369	30 038 534	5 326 585 903	4 558 007 529
Dépréciations	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs nettes au bilan							5 326 585 903	4 558 007 529

Ces créances sont enregistrées en principal, augmentées des surcotes et diminuées des décotes nettes d'amortissements. En application du règlement 2014-07, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées avec les créances sur établissements de crédit et ventilées selon la durée des prêts auxquels elles se rattachent.

Au 31 décembre 2025, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a constaté aucune dépréciation de ses créances.

2.1.3 Dettes envers les établissements de crédit

Analyse par durée résiduelle	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers établissements de crédit		49 000 000	0	0	49 000 000	60 967	49 060 967	34 057 961
Valeur au bilan			0	0	49 000 000	60 967	49 060 967	34 057 961

2.1.4 Dettes représentées par un titre

Analyse par durée résiduelle	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	0	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	29 961 815	5 279 961 815	4 523 332 538
Valeur au bilan			3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	29 961 815	5 279 961 815	4 523 332 538

Emprunts obligataires (contre valeur €)

Analyse par durée résiduelle	31/12/2025				31/12/2024
	≤1 an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Encours	Encours
Euro	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	4 500 000 000
Taux fixe	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	4 500 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Autres devises de l'Union Européenne	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Dollar	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Total principal	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	4 500 000 000
Taux fixe	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 250 000 000	4 500 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Dettes rattachées				29 961 815	23 332 538
Valeur au bilan	1 000 000 000	3 750 000 000	500 000 000	5 279 961 815	4 523 332 538

2.1.5 Participations et autres titres détenus à long terme

Ce poste représente les certificats d'associés de la contribution aux mécanismes de garantie des titres et des cautions.

2.2 Autres comptes de bilan

2.2.1 Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs	794 768	868 665
· Divers à recevoir - Etat	425	0
· Dépôt FRU	759 855	759 855
· Acomptes Impôts sur les stés (Intégrat. Fiscale)	34 488	108 810
Comptes de régularisation actif	17 151 678	15 702 876

<i>Primes d'émission des titres à revenu fixe</i>	10 697 238	10 236 647
<i>Frais d'émission des emprunts</i>	6 453 734	5 466 230
<i>Produits Constatés d'av. Divers Fonctionnement</i>	706	0
<i>Produits à recevoir Etat - Impôts et taxes</i>	0	0
Total	17 946 446	16 571 542

2.2.2 Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs	31 815	157 908
<i>Impôts et taxes</i>	31 815	156 340
CVAE	0	208
C3S	31 709	32 345
CFE	0	0
Charges d'IS - Crédit Agricole S.A.	0	123 689
FGDR	0	0
TVA Autoliquidé	0	0
TVA Exigible	106	98
<i>Fournisseurs</i>	0	0
<i>Autres créiteurs divers</i>	0	1 568
<i>Dividendes à payer</i>	0	0
Comptes de régularisation passif	4 218 384	5 699 134
<i>Prime d'émission / surcote</i>	4 025 867	5 516 172
<i>Services extérieurs</i>	9 088	7 347
<i>Charges diverses s/Opérations s/titres</i>	30 307	23 731
<i>Contributions réglementaires</i>	0	1 000
<i>Honoraires</i>	151 690	149 766
<i>Charges diverses d'exploitation bancaire</i>	170	180
<i>Impôts et taxes</i>	1 262	937
Total	4 250 199	5 857 041

3. Informations sur le compte de résultat

3.1 Produit net bancaire

3.1.1 Intérêts et produits assimilés

	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	75 233 545	43 844 571
Comptes ordinaires	235 755	741 687
Comptes à vue	0	0
Comptes à terme	74 997 790	43 102 884
Total	75 233 545	43 844 571

3.1.2 Intérêts et charges assimilées

	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	-755 013	-436 122
Sur dettes représentées par des titres	-72 235 093	-41 495 877
Total	-72 990 106	-41 931 998

Les intérêts débiteurs positifs sur les comptes ordinaires résultent du taux d'intérêt ESTER positif.

3.1.3. Commissions

Dans ce poste, figurent en produits les commissions relatives aux prêts accordés à Crédit Agricole S.A. :

- Commissions de gestion de financement pour 1 737 427 € au 31/12/2025 contre 1 638 852 € au 31/12/2024

Figurent en charges, pour un total de 11 676 € au 31/12/2025 contre 10 926 € au 31/12/2024, les commissions sur titres émis :

- Frais de teneur de titres et d'agent payeur.

3.1.4 Autres produits d'exploitation bancaire

	31/12/2025	31/12/2024
Produit divers exploitation bancaire	27 163	21 940
Total	27 163	21 940

3.1.5 Autres charges d'exploitation bancaire

	31/12/2025	31/12/2024
Amortissements des frais d'émission des emprunts	-2 012 496	-1 542 235
Frais de gestion des comptes bancaires	-2 030	-2 035
Total	-2 014 526	-1 544 270

Dans ce poste, figurent, en charges, les commissions de placement relatives aux émissions d'emprunts obligataires.

3.2 Charges d'exploitation**3.2.1 Charges générales d'exploitation**

	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	-35 160	-36 174
Honoraires	-982 595	-882 336
Redevances	-75	-73
Services extérieurs : refacturation Crédit Agricole S.A.	-580 277	-587 142
Contributions réglementaires	-6 400	-6 000
Services extérieurs	-20 250	-16 256
Autres Produits et charges d'exploitation non bancaires	-32	-0
Total	-1 624 789	-1 527 981

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne provisionne pas la contribution sociale car son impôt sur les sociétés est inférieur à l'abattement qui s'applique à cette contribution.

3.2.2 Frais de personnel

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'emploie pas de personnel.

4. Actifs reçus en garantie

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF reçoit des créances de Crédit Agricole SA en garantie des prêts accordés à CREDIT AGRICOLE SA. Ces créances sont enregistrées en hors bilan au compte « Engagement de garantie », pour un montant de 8 343 307 403 EUR au 31/12/2025 contre 6 604 992 705 EUR au 31/12/2024.

5. Tableau des filiales et participations

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne possède ni filiale ni participation.

6. Consolidation

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document de référence du Groupe Crédit Agricole SA.

7. Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les membres des organes d'administration et de direction ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions dans la société. Aucune avance, ni crédit, n'ont été consentis à ceux-ci au 31 décembre 2025.

8. Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

9. Eléments concernant les entreprises liées

Bilan	Désignation de l'entité liée	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Actif			
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	5 315 863 993	4 547 175 563
Créances sur les établissements de crédit	CACIB	10 721 910	10 831 966
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A.	34 488	108 810
Compte de régularisation	CACIB	875	2 497
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	706	-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	49 060 967	34 057 961
Dettes représentées par un titre	CACIB	240 331	364 540
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	-	1 568
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	28 267	21 181
Compte de régularisation	CACIB	170	180
Autres Passifs	Crédit Agricole S.A.	-	123 689

Compte de résultat	Désignation de l'entitéliée	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Charges			
Charges bancaires	Crédit Agricole S.A.	755 013	436 122
Charges bancaires	CACIB	2 030	5 384
Commission	CACEIS Corporate Trust	7 086	6 846
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole S.A.	580 277	587 142
Impôt sur les bénéfices	Crédit Agricole S.A.	89 201	123 689
Produits			
Commissions s/comptes et prêts	Crédit Agricole S.A.	1 737 427	1 638 852
Commission	CACEIS Corporate Trust	-	-
Produits bancaires	Crédit Agricole S.A.	74 997 790	43 102 884
Produits bancaires	CACIB	235 755	751 681
Produit à recevoir	Crédit Agricole S.A.	-	-

Hors-bilan	Désignation de l'entitéliée	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Hors Bilan			
Autres valeurs reçues en garantie	Crédit Agricole SA	8 343 307 403	6 604 992 705

10. Variation du capital

	Capital	Primes et réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 Décembre 2024	10 000 000	98 892	866 533	0	366 500	11 331 924
Dividendes versés au titre de 2024					-340 000	-340 000
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2024		18 325	8 174		-26 500	0
Résultat au 31/12/2025					267 837	267 837
Autres variations						0
Solde au 31 décembre 2025	10 000 000	117 217	874 707	0	267 837	11 259 761

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est détenue à 100 % (moins 1 action) par Crédit Agricole S.A.

Le capital social est fixé à 10 000 000 €, divisé en 1 000 000 actions de 10 € entièrement libérées.

III. & IV Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels 2025

À l'assemblée générale de la société Crédit Agricole Public Sector SCF

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole Public Sector SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au 1 de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction. Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Public Sector SCF par l'assemblée générale du 12 mai 2025 pour Deloitte & Associés et par celle du 13 mai 2024 pour Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, Deloitte & Associés était dans la 1^{ère} année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars SA dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 27 mars 2026

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Jean LATORZEFF

Deloitte & Associés
Olfa BOUBAKER

V. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion inclus dans le rapport financier de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est disponible sur le site internet du groupe Crédit Agricole :
Web address: <https://www.credit-agricole.com/finance/dette-et-notations/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>